

RWANDA-ZAIRE

Catastrophe militaire et humanitaire à Goma

Tirés de Gisenyi, conquis par les soldats du Front patriotique, des obus de mortier sont tombés hier sur Goma, au Zaïre, semant la panique parmi les quelque deux millions de réfugiés rwandais.

Goma, envoyée spéciale
Vers 16 h 30 dimanche, des obus de mortier sont tombés sur Goma, base zairoise de l'opération Turquoise, tirés depuis Gisenyi, sa jumelle rwandaïse juste de l'autre côté de la frontière. Abandonnée depuis trois jours par ses habitants et les troupes des Forces armées rwandaises (FAR), la ville était tombée l'après-midi même aux mains du Front patriotique rwandais (FPR) du général Kagame. Incendiée, détruite, pillée par les soldats en déroute et les vainqueurs, l'ancienne base de repli du gouvernement intérimaire n'est plus qu'un champ de tir, un *no man's land* où l'on ne distinguait pas hier soir qui était à l'origine des coups.

A Goma, submergé depuis trois jours par près de deux millions de réfugiés, c'est la panique qui transforme la ville en chaos. Au même moment, on apprend au QG français qu'un second soldat vient d'être blessé, après celui touché par le FPR samedi, en bordure de la zone de sécurité près de Kibuyi. En réunion dans une villa de Goma avec les représentants de l'ONU, il a été touché au thorax par une «balle perdue» selon le capitaine Rossel. Il a été opéré avec succès. Vers 19 heures, la tension monte encore chez les Français. Nouvel incident près de Kibuyi à nouveau, mais cette fois, à trois kilomètres à l'intérieur de la zone de sécurité. L'échange de tirs entre le FPR et les soldats de Turquoise n'a pas fait de victimes. «*Notus craignons une provocation, commente le lieutenant-colonel Boelli. Nous avons suivi la Minuar* (Mission des Nations unies au Rwanda, ndr) *qui est en liaison avec les forces du général Kagame.*»

A Goma, sur la route de la corniche, particulièrement encombrée par les réfugiés, un obus tombe sur les milliers de pèlerins à bout de souffle. Il est 16 heures. Il y a des cris, des hurlements. Des enfants sont piétinés, la foule tourne sur elle-même, pousse sans avancer. On s'écrase contre les maisons, contre les voitures bloquées. On escalade ceux qui ne sont pas encore tombés. Une rue enflamme l'autre, la ville qui marche est devenue la ville qui court. Plus loin, vers l'aéroport, deux autres obus de mortier tombent sur une

maison. Là, la foule se masse, pleure ses morts, se retourne contre les soldats français partis en patrouille de protection. Les machettes frappent le sol. Les couteaux sortent. «*C'est la faute à la Turquoise, venue s'installer ici.*» Quelques-uns demandent des haches pour achever les Tutsis, qualifiés d'«agents du FPR».

Partout en ville, qui ne court pas s'arme. Depuis quelques jours, des milliers de mitraillettes légères, de fusils d'assaut, saisis à l'armée en débâcle s'empilent dans les casernes zairoises. Des soldats perdus les réclament. Ceux qui ont réussi à cacher les leurs les sortent dans la nuit. Les Zairoïses dégagent à leur tour. Tirent en l'air. En fin de journée, plus de dix morts étaient déjà recensés. Quarante réfugiés auraient de plus été piétinés dans la panique, selon l'AFP.

Catastrophe militaire en fin de journée, catastrophe humanitaire le matin. Les organisations mobilisées avaient commencé à se répartir les tâches. Médecins sans frontières gère l'approvisionnement en eau. La Croix-Rouge et le Programme alimentaire mondial des Nations unies s'occupent de la nourriture. Caritas, une autre ONG, entertera les morts. Care, association irlandaise, gèrera les camps. Mais le pont alimentaire, déjà fragile, amorcé à l'aéroport de Goma au début du week-end, pourrait être remis en question par les événements de la nuit. Hier soir, le Haut-Commissariat aux réfugiés décidait de suspendre décollages et atterrissages.

Il devient de plus en plus urgent d'évacuer la ville. Déjà, au début du week-end, des citernes de ravitaillement avaient été mises en place sur la route du Nord, afin d'attirer les réfugiés vers Calembé. Dans cette plantation de café, jadis gérée par un Belge, une source d'eau devrait permettre d'établir le premier camp sûr. Mais là aussi, chaque kilo de riz provoque une émeute, chaque médicament une catastrophe. «*Ici, les terres sont particulièrement volcaniques, explique un responsable de MSF. On ne peut pas laisser des gens dans les cailloux, ces solutions ne peuvent être que provisoires.*» Aux réfugiés du Nord, s'ajoutent aussi les longues colonnes qui traversent le reste du pays, 600 000 au sud, autant au centre. Florence AUBENAS



Goma, hier. Au moins quarante réfugiés ont été piétinés dans la panique, selon l'AFP.

Le sud du Zaïre, une poudrière ethnique

L'exode des Rwandais au Nord-Kivu risque de raviver la tension entre les tribus autochtones et les «Banyarwanda», la seconde génération d'immigrés rwandais.

On se souvient du cri de détresse d'un missionnaire repris, en plein génocide, à la une du magazine *Time*: «*Il n'y a plus de diables en enfer. Ils sont tous au Rwanda.*» Depuis ce week-end, pour une bonne part d'entre eux, ils sont passés au Zaïre: 800 000 à 1 million de pauvres diables, exténués, munis de leurs machettes, de gourdins, de lances et de faux. Et, au milieu de cette marée humaine, juchés sur des blindés ou serrés à bord de camions militaires, leurs fusils d'assaut en bandoulière, des soldats des Forces armées rwandaises (FAR). Tous, pêle-mêle, se sont mis à l'abri dans le Nord-Kivu, au Zaïre, aujourd'hui terre d'accueil, hier terre de massacres. D'autres pourraient suivre, pas seulement dans le nord: selon un responsable des Nations unies, Charles Petrie, «entre 1 et 2 millions» de personnes se déverseraient dans le Sud-Kivu, autour de Bukavu, si la «zone humanitaire française» au Rwanda se vidait de ses réfugiés.

Samedi, le gouvernement zairois a réagi en dépêchant trois bataillons supplémentaires, soit un peu plus d'un millier d'hommes, dans la zone frontalière autour de Goma. Cependant, selon des témoignages, les soldats des Forces armées zairoises (FAZ) mettraient plus de zèle à dépouiller les civils rwandais qu'à désarmer leurs «frères d'armes» des FAR. Aussi, à Goma, les nuits retentissent désormais de rafales «sans que personne ne sache qui tire sur qui», explique un humanitaire, pour qui «la situation sécuritaire est inquiétante, la tension très vive et l'hostilité de la population locale évidente».

Ce n'est guère surprenant, le Nord-Kivu étant, depuis un an, une «poudrière ethnique». Entre mars et juillet 1993, dans cette région totalement dé-

laissée par le pouvoir central à Kinshasa, des tribus «autochtones» — les Hunde et Nyanga — s'étaient en effet durement affrontées aux Banyarwanda (littéralement, «les gens du Rwanda»). Il s'agit là de la seconde génération d'immigrés venus, les uns, au lendemain de la «révolution sociale» en 1959 au Rwanda, les autres, dès la fin des années 30, lorsque le colonisateur belge, en quête de main-d'œuvre, avait installé dans le Kivu une «mission d'immigration». Aujourd'hui, autour de Goma, plus de 700 000 Banyarwanda — Hutus et Tutsis confondus — vivent comme «transplantés», désireux d'acquiescer la nationalité zairoise mais, en raison de leur réussite sociale, souvent rejetés par les «autochtones». L'arrivée en masse de leurs «frères» hutus qui, depuis jeudi dernier, inonde le Nord-Kivu risque non seulement de raviver ce conflit aigu de cohabitation mais, aussi, de diviser la communauté des Banyarwanda, jusqu'alors plutôt unie dans la défense de ses intérêts communs en terre étrangère.

L'an passé, à la suite d'une tuerie de Banyarwanda qui, un jour de marché à Ntoto, dans la région du Walikale, avait fait 114 morts, des massacres intercommunautaires avaient embrasé tout le Nord-Kivu. Majoritaires, par rapport aux «autochtones», dans le Masisi, sur les terres fertiles à l'ouest de Goma, les Banyarwanda organisèrent des «comités d'autodéfense». De l'autre côté, chez les Hunde et Nyanga, on poussa le zèle assassin jusqu'à armer les Batiri, des Pygmées semi-bantous constitués en milices. Résultat: passée largement inaperçue, une répétition générale de l'hécatombe à venir au Rwanda eût lieu au Nord-Kivu entre mars et juillet 1993. «Entre 10 et 15 000 personnes»,

selon la version officielle, beaucoup plus selon les missionnaires dans la région, ont été éventrés, mutilés, découpés vivants, y compris sur des lieux de culte. «*C'était la même esthétique sauvage qu'au Rwanda*», affirme un prêtre belge qui, de ses yeux, affirme avoir vu des fœtus écrasés dans des mortiers à l'aide de pilons.

Depuis, le maréchal Mobutu ayant finalement envoyé sa Division spéciale présidentielle (DSP), dont environ 200 hommes sont toujours stationnés à Rutshuru, un calme précaire était revenu. Cependant, de part et d'autre, des camps d'entraînement militaire avaient été installés, notamment à Luke, non loin de Rutshuru, et à Kibarizo, dans le Masisi, à l'intérieur du pays. Désormais, il faut s'attendre à ce que les unités intactes de l'armée rwandaïse, de même que les miliciens extrémistes, se replient sur ces bases arrière, à partir desquelles ils pourront monter des opérations de déstabilisation au Rwanda. Ce qui ne manquerait pas d'exacerber l'antagonisme entre le Zaïre de Mobutu et le Front patriotique rwandais.

Dans l'immédiat, le cotoïement au Zaïre de Tutsis et de Hutus armés, ne fût-ce que de machettes, pose à l'évidence problème. D'autant que les Tutsis installés de longue date ont souvent prospéré et sont aussi, pour les militaires zairoïses impayés depuis plusieurs mois, des victimes de choix. Aux «haines tribales» qui, souvent, masquent du banditisme et des pillages, s'ajoutent les contradictions humanitaires: ainsi, actuellement, achète-t-on des haricots sur le marché local, à environ 2 500 F la tonne, pour nourrir des réfugiés, sans s'apercevoir qu'en même temps, ce sont les hôtes zairoïses qu'on affame...

Stephen SMITH

